

LES DÉS SONT PIPÉS

Qui que l'on nomme à la tête de l'ONU, le processus de sélection du Secrétaire général est une mascarade à laquelle il est temps de mettre fin.

PAR THOMAS G. WEISS

LES ÉQUIPES DE BASEBALL ONT TENDANCE À changer de gérants dès qu'une série de défaites embarrassent les propriétaires et finit par agacer les partisans. Aux Nations Unies, tout va bien. Pourtant, le 31 décembre, elles vont remplacer leur plus haut fonctionnaire, qui achèvera alors deux mandats consécutifs de cinq ans.

Son successeur héritera d'une organisation dont la renaissance semblait inimaginable et, plus encore, imprévisible à l'époque où Javier Pérez de Cuéllar, l'actuel Secrétaire général, en a pris les rênes. Cette renaissance paraît d'autant plus spectaculaire lorsque l'on sait que la débâcle financière du milieu des années 1980 a failli abattre le moral du secrétariat de l'ONU et l'a pratiquement empêché de fonctionner.

Ce qui a le plus changé sur la scène internationale, ce sont les attitudes politiques à l'Est comme à l'Ouest. Après quatre décennies de franche hostilité ou, au mieux, d'indifférence, le revirement d'attitude de l'Union soviétique en matière de relations internationales et son regain d'enthousiasme pour les Nations Unies sont remarquables. Les États-Unis, après avoir systématiquement dénigré l'ONU par la voix de leurs gouvernements républicains successifs, en ont été les plus fervents partisans quand il s'est agi de mettre un terme à l'aventure koweïtienne de Saddam Hussein. Le tiers-monde, enfin, qui a entamé la décennie en regrettant le manque d'enthousiasme des superpuissances pour les instances internationales, se plaint maintenant dans bien des sphères de ce que l'ONU sert souvent de paravent aux politiques américaines.

MALGRÉ LE DISCOURS TENU PAR LE PRÉSIDENT Bush, le «nouvel ordre mondial» fondé sur la «primauté du droit» n'est pas pour demain. Même s'il n'est pas possible de mettre en place dans les dix ans à venir le système de sécurité collective idéal souhaité par les architectes de la Charte des Nations Unies, il n'en reste pas moins qu'en matière de paix et sécurité, les réseaux onusiens se sont renforcés et sont devenus efficaces. Depuis 1987, la nature collégiale du Conseil de sécurité s'affirmant de plus en plus, des gouvernements influents et actifs prêtent davantage attention à ce filet de sécurité internationale.

En fait, les Nations Unies sont aujourd'hui au centre du débat sur la sécurité. Il est plausible désormais, même pour les grandes puissances, de s'appuyer sur elles. Il ne s'agit plus seulement de l'utopie de quelques idéalistes rêveurs, ni d'un

dernier recours en cas d'échec d'une politique bilatérale. Certes, les organisations économiques et sociales du système onusien jouent surtout un rôle de meneur de jeu et les États, petits et grands, s'en désintéressent, mais une myriade de défis et de catastrophes pointent à l'horizon du développement et de l'environnement. L'organisation mondiale sera très probablement appelée à jouer un rôle plus visible et essentiel dans le règlement des problèmes en cette époque où la collectivité internationale se dirige à tâtons vers le 21^e siècle.

JUSQU'ICI, L'ONU A EU POUR SECRÉTAIRES GÉNÉRAUX trois Européens ressortissants de pays neutres (Trygve Lie, Norvégien ; Dag Hammarskjöld, Suédois ; et Kurt Waldheim, Autrichien), un Asiatique (U Thant, Birman) et un Latino-américain (Javier Pérez de Cuéllar, Péruvien). Étant donné que l'on sollicite davantage leurs services, le sixième titulaire du poste devra être doué d'une force intellectuelle, physique et morale exceptionnelle pour prendre la barre d'un des navires les plus difficiles à manoeuvrer du monde.

Le choix du prochain Secrétaire général sera très délicat. Pourtant, la collectivité internationale n'a pas fait d'effort systématique pour trouver la personne la plus qualifiée. Pour l'heure, seuls les candidats eux-mêmes et certains de leurs gouvernements battent campagne pour obtenir une investiture. Il paraît qu'une des listes comporte au moins trente-cinq noms. Comme ailleurs dans le système des Nations Unies, les origines géographiques ont fini par prendre plus d'importance que des considérations terre à terre comme la compétence. C'est apparemment «le tour de l'Afrique».

Cependant, les nombreux candidats africains ne suscitent guère d'intérêt. Début juin, cinq d'entre eux ont reçu l'appui officiel de chefs d'États et de gouvernements africains. Entre autres personnes, sont sur les rangs des ministres, comme M. Bernard Chidzero (Zimbabwe), un ancien président, à savoir M. Olesegun Obasanjo (Nigeria), des fonctionnaires de l'ONU, comme M. Kenneth Dadzie, le Secrétaire général de la CNUCED (Ghana) et M. James O.C. Jonah, sous-secrétaire général des Nations Unies (Sierra Leone), et le chef d'une organisation non gouvernementale, M. Olara Otunnu, président de l'*International Peace Academy* (Ouganda). Cependant, une nouvelle candidature semble bien accueillie au prime abord dans les milieux diplomatiques new-yorkais, celle du vice premier ministre égyptien, M. Boutros Boutros Ghali.

En outre, on cite assez souvent les noms d'autres candidats de pays en développement, par exemple : M. Tommy Koh, ancien ambassadeur de Singapour auprès des Nations Unies ; M. Ali Alatas, ministre des Affaires étrangères de l'Indonésie ; et Sadruddin Aga Khan, ancien haut commissaire aux réfugiés et actuel chef des opérations dans le Golfe.

La presse populaire britannique s'est interrogée sur la disponibilité de M^{me} Margaret Thatcher ; et l'intérêt pour un ressortissant d'un des États membres permanents a été attisé par une remarque de M. Édouard Chevardnadze, qui a laissé entendre qu'il penserait au poste. Par habitude, les pays neutres européens fournissent des candidats. Le Finlandais Martti Ahtisaari, responsable de l'administration de l'ONU et qui a supervisé l'accession à l'indépendance de la Namibie, a maintenant pour concurrente M^{me} Gro Brundtland, premier ministre de la Norvège. De plus, avec la fin de la Guerre froide, un ressortissant d'un pays fort de l'OTAN n'est pas nécessairement hors course. En conséquence, on parle aussi de MM. Joe Clark et Maurice Strong, tous deux Canadiens.

MALGRÉ LA PROFUSION DE NOMS, IL Y A EU BIEN trop peu de recherche et de décortilage des curriculum pour trouver le meilleur candidat à l'emploi le plus difficile de la Terre. Quelques ambassadeurs des Nations Unies se sont certes rencontrés officieusement à New York, mais il n'existe aucun comité de recherche qui se mette activement en quête de candidats tout en examinant de très près les qualités professionnelles et personnelles des personnes déjà en lice. Les candidats les plus solides sont en fait ceux qui se présentent de leur propre chef.

M. Brian Urquhart, ancien sous-secrétaire général de l'ONU pour les affaires spéciales a déclaré, non sans sarcasme, que la Fondation Ford investit plus de temps, d'argent et d'énergie dans le recrutement d'un de ses cadres que la collectivité internationale n'en dépense pour choisir son Secrétaire général. Quand on cherche un professeur pour une chaire universitaire importante ou un fonctionnaire pour un poste élevé, à n'en pas douter, on fait plus de publicité, on organise davantage d'entretiens et on s'interroge plus sur les capacités intellectuelles et sur le caractère des éventuels candidats.

Que s'est-il passé au cours des quarante-six dernières années pour que le choix du Secrétaire général tourne à une telle mascarade ? La sélection